

**Art. 3.** L'article 2 du même arrêté royal est complété par l'alinéa suivant :

"Le président du comité, les membres et les membres suppléants sont nommés pour un terme renouvelable de cinq ans".

**Art. 4.** Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 5 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,  
E. DI RUPO

**Art. 3.** Artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

"De voorzitter van het comité, de leden en de plaatsvervangende leden worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar".

**Art. 4.** Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 5 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,  
E. DI RUPO

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 95 — 2384

[S-Mac — 15098]

**Arrêté royal relatif à l'octroi de l'aide d'urgence  
en faveur des pays en voie de développement**

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

Depuis quelques années la communauté internationale est confrontée à une augmentation dramatique de situations d'urgence qui nécessitent une intervention.

De nombreuses situations d'urgence sont le fait de l'homme. Des conflits internes armés et des guerres civiles, qui par leur caractère transfrontalier affectent parfois des régions entières, peuvent provoquer d'immenses flux de réfugiés et de personnes déplacées.

La transformation politico-économique des États peut provoquer l'écroulement des infrastructures de base de la société et toucher ainsi des couches entières de la population. Les catastrophes industrielles et technologiques entrent également dans cette catégorie.

À côté de ces situations d'urgence provoquées par l'homme, il y a les catastrophes naturelles telles que celles causées par des tremblements de terre, des tempêtes, des inondations, des glissements de terrain, des éruptions volcaniques, des incendies, des sécheresses exceptionnelles, des invasions d'acridiens et d'autres calamités d'origine naturelle qui ont, au cours des vingt dernières années, coûté la vie à près de trois millions de personnes. Elles ont menacé l'existence d'au moins 800 millions d'autres personnes et provoqué des dégâts matériels immédiats estimés à plus de 800 milliards de francs belges.

Lors de telles situations d'urgence, tant d'origine humaine que d'origine naturelle, beaucoup d'hommes sont menacés dans leur survie parce que leurs besoins vitaux en matière de soins de santé, approvisionnement en aliments et en eau et d'abris ne sont plus satisfaits. Une aide adaptée venant de l'extérieur est alors indispensable.

Cette aide aux victimes peut prendre différentes formes selon la nature de la catastrophe : la livraison de médicaments de base, de petit matériel médical et chirurgical, la livraison d'une aide alimentaire urgente, le rétablissement de l'approvisionnement en eau, la mise à disposition de logements temporaires comme des tentes, la livraison de couvertures, de vêtements, de savon, de matériel de cuisine, etc. ...

Un des problèmes particuliers rencontré dans le cadre du présent projet d'arrêté royal concerne la définition du concept d'"aide d'urgence".

L'aide d'urgence a une dimension de "l'immédiat" et est centrée sur la réponse à des besoins vitaux en faveur des victimes. En outre, le caractère humanitaire des secours est primordial.

L'aide d'urgence doit répondre aux besoins des victimes en respectant les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. Le principe de neutralité doit être un souci permanent chez tous ceux qui distribuent cette aide.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 95 — 2384

[S-Mac — 15098]

**Koninklijk besluit betreffende de toekenning van noodhulp  
ten voordele van de ontwikkelingslanden**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Sinds een aantal jaren wordt de internationale gemeenschap geconfronteerd met een dramatisch groeiend aantal noodsituaties, waarvoor een tussenkomst vereist is.

Heel wat noodsituaties worden door toedoen van de mens veroorzaakt. Interne gewapende conflicten en burgeroorlogen, die soms door hun grensoverschrijdend karakter hele regio's aantasten, veroorzaken immense aantallen stromen van vluchtelingen en ontheemden.

Ook de politiek-economische omvorming van Staten kan het ineensstorten van de maatschappelijke basisvoorzieningen voor gevolg hebben en treft aldus hele bevolkingsgroepen. Industriële en technologische catastrofes vallen tevens onder deze categorie.

Naast bovenvermelde noodsituaties, veroorzaakt door toedoen van de mens, zijn er ook de natuurrampen, zoals aardbevingen, stormen, overstromingen, aardverschuivingen, vulkaanuitbarstingen, branden, uitzonderlijke droogte, sprinkhanenplagen en andere rampen van natuurlijke oorsprong. Deze hebben tijdens de voorbije twintig jaar het leven gekost aan bijna drie miljoen mensen. Zij hebben daarenboven het bestaan van ten minste 800 miljoen mensen bedreigd en directe materiële schade voor, naar schatting, meer dan 800 miljard Belgische frank veroorzaakt.

Bij dergelijke noodsituaties, zowel van menselijke als van natuurlijke oorsprong, worden heel wat mensen bedreigd in hun overlevingskansen omdat hun basisbehoeften inzake gezondheidszorg, voedsel- en watervoorziening erin onderkomen niet meer bevredigd zijn. Een aangepaste hulp van buitenaf is dan noodzakelijk.

Deze hulp aan de slachtoffers kan, naargelang van de aard van de catastrofe, verschillende vormen aannemen : het leveren van basisgeneesmiddelen, klein medisch en chirurgisch materiaal, de levering van dringende voedselhulp, het herstellen van de watervoorziening, het voorzien in tijdelijk onderdak zoals tenten, het leveren van dekens, klederen, zeep, keukenmateriaal, enz. ...

Een bijzonder probleem in het kader van dit ontwerp van koninklijk besluit betreft de definiëring van het begrip "noodhulp".

Noodhulp heeft een dimensie van het "onmiddellijke" en is gericht op het lenigen van noden die van levensbelang zijn voor de slachtoffers. Bovendien is het humanitaire karakter van de hulpverlening van zeer groot belang.

Noodhulp hoort de noden van de getroffen en te lenigen met respect voor de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden voor allen, zonder onderscheid van ras, geslacht, taal of godsdienst. Het principe van neutraliteit dient de niet aflatende aandacht te krijgen door allen die hulp verlenen.

Le projet d'arrêté royal concerne l'"aide d'urgence" mais englobe également le concept de "réhabilitation de petites infrastructures".

Cette réhabilitation peut notamment comprendre : la réparation de conduites d'eau dans un dispensaire, la réparation de fenêtres, portes dans des écoles contre les intempéries, la réparation du réseau d'électricité dans un hôpital afin que les premiers soins puissent être donnés, etc.

Elle doit être différenciée de l'aide structurelle où l'on prend des mesures plus éloignées dans le temps pour améliorer en profondeur la situation socio-économique du groupe cible.

Il est manifeste que l'ampleur d'un grand nombre de situations d'urgence dépasse la capacité d'intervention de bon nombre de pays touchés et rend ainsi nécessaire l'intervention des pays étrangers pour en atténuer les effets.

Le gouvernement belge est intervenu à maintes reprises dans le passé en faveur des victimes de situations d'urgence et ce, dans la plupart des cas, sur le budget de l'Administration générale de la Coopération au Développement.

L'aide d'urgence belge peut se réaliser par différents canaux. En premier lieu, elle peut être effectuée par l'Administration générale de la Coopération au Développement, en régie ou en sous-traitance.

Dans le premier cas, celle-ci peut compter sur les sections belges de coopération ou sur les ambassades de Belgique ayant juridiction sur le pays ou la région sinistrés.

Dans le deuxième cas, elle peut faire appel à des organisations spécialisées.

Les Nations Unies disposent également d'un grand nombre d'institutions spécialisées qui interviennent régulièrement lors de l'exécution de programmes d'aide d'urgence.

D'autres institutions internationales, comme le Comité International et la Fédération de la Croix Rouge peuvent également servir de canaux.

Il en est de même pour les organisations non gouvernementales belges agréées conformément à l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et la subvention d'organisation non-gouvernementales et de fédérations en matière de projets dans les pays en voie de développement, dont certaines ont plus spécialement acquis une expérience en matière d'aide d'urgence.

La rapidité et l'efficacité de l'aide gouvernementale est vitale pour la mise en œuvre d'une opération d'aide d'urgence. C'est pour cette raison qu'il est indispensable d'assurer, au moyen de procédures claires et simples, une bonne coopération avec les organisations internationales et non gouvernementales.

Le projet d'arrêté royal tient aussi compte de la nécessité du contrôle de toute dépense de fonds publics, ce qui, dans le cas d'une aide d'urgence, n'est pas toujours facile, étant donné qu'elle ne laisse souvent aucune trace perceptible après sa distribution.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement estime nécessaire de fixer, dans un arrêté royal organique, les critères, les conditions d'octroi et d'utilisation des crédits prévus pour les opérations d'aide d'urgence.

#### Commentaires des articles

Le chapitre Ier donne un certain nombre de définitions de termes utilisés à plusieurs reprises dans le projet d'arrêté royal. Le dernier alinéa de l'article 1er donne une définition de l'aide d'urgence.

L'article 2 prévoit la possibilité pour le Ministre de signer une convention-cadre avec des ONG belges ayant une expérience substantielle dans le domaine de l'aide d'urgence, offrant des "services spécialisés", possédant des ressources et une organisation suffisantes pour assurer l'efficacité de leur intervention, afin de les associer à la préparation et à la mise en œuvre des opérations d'aide d'urgence.

Cette disposition n'empêche toutefois pas le Ministre de confier l'exécution d'une opération d'aide d'urgence déterminée à une ONG à compétence plus limitée si la situation le justifie.

Le chapitre II détermine les critères permettant de libérer les crédits inscrits à charge du budget de l'Administration générale de la Coopération au Développement pour l'aide d'urgence.

Ces critères ont été fixés dans un double objectif : d'une part augmenter la rapidité et l'efficacité des aides apportées et, d'autre part, doter l'Etat de moyens de contrôle lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de l'opération d'aide d'urgence.

Het nu voorliggende ontwerp van koninklijk besluit betreft "noodhulp" maar omvat ook het begrip "rehabilitatie van lichte infrastructuur".

Voorbeelden van deze rehabilitatie zijn : herstellen van waterleidingen in een dispensarium, winddicht maken van klaslokalen, elektriciteitsleidingen herstellen in een ziekenhuis om de eerste zorgen te kunnen verstrekken, enz.

Deze dient dan onderscheiden te worden van structurele hulp, waarbij men meer gespreid in de tijd stappen zet om de sociaal-economische situatie van de doelgroep ten gronde te verbeteren.

Het ligt voor de hand dat de omvang van een groot aantal noodsituaties de interventiemogelijkheden van vele getroffen landen overstijgt en dat buitenlandse hulp dan ook noodzakelijk is om de gevolgen ervan op te vangen.

De Belgische regering is in het verleden menigmaal tussengekomen ten gunste van de slachtoffers van noodsituaties en dit in de meeste gevallen via de begroting van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.

De Belgische noodhulp wordt via verschillende kanalen verstrekt. In de eerste plaats kan dit gebeuren via het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, in regie of in onderaanneming.

In het eerste geval kan deze een beroep doen op de Belgische samenwerkingssecties of op de Ambassades van België met jurisdictie over het getroffen land of over de getroffen regio.

In het tweede geval kan zij een beroep doen op gespecialiseerde organisaties.

Ook de Verenigde Naties beschikken over een aantal gespecialiseerde instellingen, die regelmatig bij de uitvoering van noodhulpprogramma's betrokken zijn.

Ook andere internationale instellingen, het Internationaal Comité en de Federatie van het Rode Kruis, kunnen als kanaal fungeren.

Hetzelfde geldt voor de Belgische niet-gouvernementele organisaties, erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake projecten in ontwikkelingslanden. Sommige van deze niet-gouvernementele organisaties hebben meer bepaald inzake noodhulp een expertise opgebouwd.

Snelheid en efficiëntie van de regeringshulp is in het geval van noodhulp van levensbelang. Hiertoe is een goede samenwerking met de internationale organisaties en met de niet-gouvernementele organisaties volgens duidelijke en eenvoudige procedures noodzakelijk.

Dit ontwerp van koninklijk besluit houdt ook rekening met de nood aan controlemiddelen voor elke uitgave van staatsgelden, wat in het geval van noodhulp niet steeds eenvoudig is daar ze veelal na haar verdeling geen waarneembaar spoor achterlaat.

Om al deze redenen acht de Regering het noodzakelijk de criteria en de toekennings- en bestedingsvoorwaarden van de kredieten voor noodhulpoperaties in een organiek koninklijk besluit vast te leggen.

#### Bespreking van de artikelen

Hoofdstuk I geeft een aantal definities van termen die meermaals in het ontwerp van koninklijk besluit worden gebruikt. Het laatste lid van het eerste artikel geeft een definitie van de noodhulp.

Artikel 2 biedt aan de Minister de mogelijkheid om een kaderovereenkomst af te sluiten met Belgische NGO's die een substantiële expertise inzake noodhulp hebben, diensten aanbieden waarvoor zij gespecialiseerd zijn en over de nodige middelen en organisatorische mogelijkheden beschikken om de efficiëntie van hun tussenkomst te waarborgen, teneinde ze in te schakelen bij het voorbereiden en het implementeren van de noodhulpoperaties.

Deze maatregel belet echter geenszins dat de Minister, indien de omstandigheden het verantwoorden, de uitvoering van een bepaalde noodhulpoperatie toevertrouwt aan een NGO die een beperktere competentie heeft.

Hoofdstuk II bepaalt de criteria om kredieten, ingeschreven ten laste van de begroting van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, vrij te maken voor noodhulp.

Deze criteria werden vastgelegd met een dubbel doel enerzijds, de snelheid en de efficiëntie van de geleverde hulp te verhogen, en anderzijds de Staat te voorzien van controlemiddelen om zich van de goede uitvoering van de noodhulpoperaties te verzekeren.

Le premier critère (article 3) a pour but de limiter rigoureusement les instances qui peuvent demander une aide d'urgence. Celles-ci sont :

- les gouvernements des pays en voie de développement sinistrés;
- les organisations multilatérales qui ont acquis une connaissance et une expérience de cette problématique;
- le Comité International de la Croix-Rouge et la Fédération de la Croix-Rouge;
- les ONG belges avec lesquelles il a été conclu une convention-cadre.

En outre, le Ministre peut d'autorité libérer une aide d'urgence.

Le deuxième critère, développé dans l'article 4, limite l'octroi de l'aide d'urgence aux situations d'urgence dont l'ampleur est reconnue par un rapport émanant d'une organisation relevant de l'Organisation des Nations Unies, du Comité International de la Croix-Rouge ou de la Fédération de la Croix-Rouge, de l'Ambassade de Belgique ayant juridiction sur le pays sinistré, de la Section belge de coopération ou de la Commission européenne.

Le troisième critère, qui concerne les bénéficiaires de l'aide, est développé dans l'article 5.

Le chapitre III développe les modalités d'exécution. Elles visent à optimiser la rapidité d'exécution et l'efficacité de l'aide d'urgence tout en laissant à l'Etat les moyens de contrôle indispensables.

L'article 6 détermine les organisations auxquelles le Ministre peut confier l'exécution totale ou partielle d'une aide d'urgence.

L'article 7 concerne les modalités et la durée d'une opération d'aide d'urgence.

L'article 8 exige des organisations qui acceptent d'exécuter une opération d'aide d'urgence de s'engager à préfinancer les opérations pour que ne soit pas dénaturé le caractère d'urgence de l'opération.

L'article 9 prévoit la conclusion d'une convention spécifique avec l'ONG belge afin de définir les droits et obligations de chacune des parties et de préciser les modalités particulières de l'opération d'aide d'urgence.

Les articles 10 à 13 précisent diverses modalités d'utilisation du crédit libéré, notamment les modalités d'achat de produits de première nécessité, les frais administratifs et de personnel.

Le chapitre IV concerne le contrôle et la publicité.

Les articles 14 à 16 font état des pièces justificatives que devront remettre les ONG belges ou les organisations internationales après l'exécution de l'opération d'aide d'urgence. Le paiement du montant dû pour l'exécution du programme d'aide d'urgence n'intervient qu'après la remise de ces documents. Toutefois, l'article 14 prévoit qu'une avance de 50 % au maximum peut être payée lors de l'octroi de fonds pour l'aide d'urgence.

L'article 17 prévoit que les organisations exécutantes, pour des raisons évidentes, mentionnent l'Etat belge comme donateur de l'aide.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires étrangères  
et de la Coopération au Développement,

E. DERYCKE

6 AVRIL 1995. — Arrêté royal relatif à l'octroi de l'aide d'urgence en faveur des pays en voie de développement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 24 décembre 1993, notamment les articles 47 à 51;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné les 2 décembre 1994 et 6 mars 1995;

Het eerste criterium (artikel 3) is bedoeld om de organisaties die noodhulp kunnen vragen strikt te beperken tot :

- de regeringen van de getroffen ontwikkelingslanden;
- multilaterale organisaties die kennis en ervaring in verband met deze problematiek hebben opgebouwd;
- het Internationaal Comité van het Rode Kruis en de Federatie van het Rode Kruis;
- de Belgische NGO's, waarmee een kaderovereenkomst werd afgesloten.

Bovendien kan de Minister eigenmachtig noodhulp vrijmaken.

Het tweede criterium, ontwikkeld in artikel 4, beperkt de toekenning van noodhulp bij noodsituaties waarvan de omvang wordt aangetoond door een rapport uitgaande van een organisatie die deel uitmaakt van de Organisatie van de Verenigde Naties, het Internationaal Comité van het Rode Kruis of de Federatie van het Rode Kruis, de Ambassade van België met jurisdictie over het getroffen land, de Belgische samenwerkingssectie of de Europese Commissie.

Het derde criterium, in verband met de begunstigen van de hulp, wordt ontwikkeld in artikel 5.

Hoofdstuk III ontwikkelt de uitvoeringsmodaliteiten. Zij hebben tot doel de snelheid van uitvoering en de efficiëntie van de noodhulp te optimaliseren, dit alles met behoud van de onmisbare controlemiddelen voor de Staat.

Artikel 6 bepaalt de organisaties aan wie de Minister de gehele of gedeeltelijke uitvoering van noodhulp kan toevertrouwen.

Artikel 7 betreft de modaliteiten en de duur van een noodhulpoperatie.

Artikel 8 eist van de organisaties die aanvaarden om een noodhulpoperatie uit te voeren dat zij zich ertoe verbinden de operaties voor te financieren zodat de urgentie van de operatie niet verloren gaat.

Artikel 9 voorziet dat er met een Belgische NGO een specifieke overeenkomst kan worden afgesloten om rechten en plichten van elke partij te bepalen en om de specifieke modaliteiten van de uitvoering van de noodhulpoperatie nauwkeurig te omschrijven.

Artikelen 10 tot 13 omschrijven diverse gebruiksmodaliteiten van het vrijgemaakte krediet, namelijk de modaliteiten bij aankoop van hulpgoederen, de administratie- en personeelskosten.

Hoofdstuk IV betreft de controle en de bekendmaking.

De artikelen 14 tot 16 maken melding van de bewijsstukken die de Belgische NGO's of de internationale organisaties moeten overhandigen na de uitvoering van de noodhulpoperatie. Het verschuldigde bedrag dat nodig is voor het uitvoeren van een noodhulpoperatie wordt enkel uitbetaald na het overmaken van deze documenten. In artikel 14 wordt evenwel voorzien dat een voorschot van maximaal 50 % kan uitbetaald worden bij het toekennen van fondsen voor de noodhulpoperatie.

Artikel 17 voorziet dat de uitvoerende organisaties, om evidente redenen, de Belgische Staat als donor van de hulp vermelden.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige,  
en zeer trouwe dienaars.

De Minister van Buitenlandse Zaken  
en Ontwikkelingssamenwerking,

E. DERYCKE

6 APRIL 1995. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van noodhulp ten voordele van de ontwikkelingslanden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de programmawet van 24 december 1993, met name op artikelen 47 tot en met 51;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 2 december 1994 en op 6 maart 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le cadre réglementaire actuel ne permettant pas de pallier à toutes les situations d'urgence engendrées par des catastrophes naturelles ou humaines, il s'impose de créer sans délai un cadre organique qui permette d'intervenir financièrement tant par le canal des ONG belges que par celui des organisations internationales;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1er.** Dans le présent arrêté, on entend par :

- 1° "le Ministre" : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a la Coopération au Développement dans ses attributions;
- 2° "AGCD" : l'Administration Générale de la Coopération au Développement;
- 3° "pays en voie de développement" : les pays considérés comme tels par le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE;
- 4° "ONG belge" : une organisation non gouvernementale belge agréée par le Ministre sur la base de l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et la subsidiarité d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière de projets dans les pays en voie de développement;

5° "organisation multilatérale" : une organisation reconnue comme telle par le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE;

6° "aide d'urgence" : aide humanitaire exceptionnelle limitée dans le temps, dans l'espace et dans son envergure, visant à rencontrer les besoins vitaux de populations confrontées à des catastrophes imprévisibles d'origine naturelle ou humaine ou à l'aggravation de problèmes structurels liés aux guerres, aux famines, aux déplacements de population et aux flux de réfugiés, aux épidémies, et qui justifie ainsi l'utilisation d'une procédure spéciale. La réhabilitation de petites infrastructures peut également être considérée comme de l'aide d'urgence.

**Art. 2.** Lorsqu'une ONG belge apporte une expérience substantielle dans le domaine de l'aide d'urgence, offre des services pour lesquels elle est spécialisée et possède des ressources et une organisation suffisantes pour assurer l'efficacité de son intervention, le Ministre peut conclure une convention-cadre avec celle-ci afin de l'associer dans la mise en œuvre des opérations d'aide d'urgence.

Cette convention-cadre fixe les grands principes de partenariat entre l'AGCD et l'ONG belge ainsi que les conditions générales qui sont automatiquement applicables lors de la mise en œuvre des opérations d'aide d'urgence.

#### CHAPITRE II. — Critères

**Art. 3.** Dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget de l'AGCD et conformément aux conditions définies dans le présent arrêté, le Ministre peut accorder une aide d'urgence en faveur des pays en voie de développement, soit à son initiative, soit à la demande :

- 1° du gouvernement du pays en voie de développement sinistré;
- 2° d'une organisation multilatérale;
- 3° du Comité International de la Croix-Rouge ou de la Fédération de la Croix-Rouge;
- 4° d'une ou plusieurs ONG belges avec lesquelles il a été conclu une convention-cadre.

Toute demande d'aide d'urgence doit être adressée au Ministre.

**Art. 4.** L'événement qui justifie l'octroi d'une aide d'urgence doit être établi par un rapport de situation émanant d'une organisation internationale relevant de l'Organisation des Nations Unies, du Comité International de la Croix-Rouge, de la Fédération de la Croix-Rouge, de l'Ambassade de Belgique ayant juridiction sur le pays sinistré, de la Section belge de Coopération ou de la Commission Européenne.

**Art. 5.** L'aide doit bénéficier directement à la population sinistrée dans le pays concerné, y compris aux réfugiés qui y résident.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, gezien het huidige réglementair kader niet toelaat om tegemoet te komen aan de noodsituaties die hetzij door toedoen van de mens, hetzij door natuurrampen werden veroorzaakt, het noodzakelijk is om zonder verwijl een organiek kader te creëren die het mogelijk zal maken om financieel tussenbeide te komen en dit zowel via de Belgische NGO's als via de internationale organisaties;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** In dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "de Minister" : de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Ontwikkelingssamenwerking behoort;
- 2° "ABOS" : het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking;
- 3° "ontwikkelingslanden" : landen die als dusdanig door het Ontwikkelingscomité van de OESO worden beschouwd;
- 4° "Belgische NGO" : een Belgische niet-gouvernementele organisatie erkend door de Minister overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake projecten in ontwikkelingslanden;

5° "multilaterale organisatie" : een aldus door het Ontwikkelingscomité van de OESO erkende organisatie;

6° "noodhulp" : uitzonderlijke humanitaire hulp, beperkt in tijd, ruimte en omvang, die de bedoeling heeft te voldoen aan vitale behoeften van bevolkingen die geconfronteerd worden met onvoorziene catastrofes van natuurlijke of menselijke oorsprong, of met de verergering van structurele problemen verbonden aan oorlogen, hongersnood, bevolkingsverplaatsingen en vluchtelingenstromen, of met epidemieën, en aldus een bijzondere procedure vereist. Rehabilitatie van lichte infrastructuur kan eveneens als noodhulp worden beschouwd.

**Art. 2.** Wanneer een Belgische NGO een substantiële expertise inzake noodhulp levert, diensten aanbiedt waarvoor zij gespecialiseerd is, en over de nodige middelen en organisatorische mogelijkheden beschikt om de efficiëntie van haar tussenkomst te waarborgen, kan de Minister met deze NGO een kaderovereenkomst afsluiten om ze bij het uitvoeren van de noodhulpoperaties te betrekken.

Deze kaderovereenkomst legt de grote principes van het partnership tussen het ABOS en de Belgische NGO vast, en bepaalt eveneens de algemene voorwaarden die automatisch bij de uitvoering van noodhulpoperaties gelden.

#### HOOFDSTUK II. — Criteria

**Art. 3.** Binnen de perken van de kredieten die daartoe ingeschreven zijn op de begroting van het ABOS, en conform de bij dit besluit vastgelegde voorwaarden, kan de Minister noodhulp verlenen ten voordele van de ontwikkelingslanden, hetzij op zijn initiatief, op aanvraag van :

- 1° de regering van het getroffen ontwikkelingsland;
- 2° een multilaterale organisatie;
- 3° het Internationaal Comité van het Rode Kruis of de Federatie van het Rode Kruis;
- 4° een of meerdere Belgische NGO's waarmee een kaderovereenkomst werd afgesloten.

Iedere aanvraag voor noodhulp dient aan de Minister te worden gericht.

**Art. 4.** De gebeurtenis die het verlenen van noodhulp verantwoordt, moet aangetoond worden door een situatierapport uitgaande van een internationale organisatie die deel uitmaakt van de Organisatie van de Verenigde Naties, van het Internationaal Comité van het Rode Kruis, van de Federatie van het Rode Kruis, van de Ambassade van België met jurisdictie over het getroffen land, van de Belgische Samenwerkingssectie of van de Europese Commissie.

**Art. 5.** De hulp moet rechtstreeks ten goede komen aan de getroffen bevolking in het betreffende land en dit met inbegrip van de vluchtelingen die er verblijven.

CHAPITRE III. — *Modalités d'exécution*

**Art. 6.** L'exécution d'une opération d'aide d'urgence peut être confiée :

- 1° à l'AGCD, en régie ou en soustraction;
- 2° à une ou plusieurs ONG belges;
- 3° à une ou plusieurs organisations multilatérales;
- 4° au Comité International de la Croix-Rouge ou à la Fédération de la Croix-Rouge.

**Art. 7.** Pour tout octroi d'aide d'urgence, le Ministre détermine :

- 1° l'organisation qui exécutera l'opération;
- 2° le contenu de l'opération;
- 3° le montant prévu pour cette opération;
- 4° le début et la fin de l'opération, la durée de celle-ci ne pouvant excéder une période de six mois.

L'aide d'urgence doit être distribuée gratuitement aux bénéficiaires.

**Art. 8.** Lorsque les organisations visées à l'article 6, 2° à 4°, acceptent d'exécuter une opération d'aide d'urgence, elles doivent s'engager à préfinancer l'opération. Les charges financières découlant de ce préfinancement font partie des coûts de l'opération.

**Art. 9.** Lorsque l'organisation de l'opération est confiée à une ONG belge, le Ministre conclut avec celle-ci une convention spécifique qui définit les détails et les conditions spécifiques de l'exécution de l'opération d'aide d'urgence.

Le Ministre peut autoriser l'ONG belge à confier la distribution de l'aide d'urgence à une ONG enregistrée dans son pays d'origine et qui travaille dans le pays sinistré; l'ONG belge reste toutefois responsable de l'opération ainsi que du respect des dispositions du présent arrêté.

**Art. 10.** Les crédits libérés pour une aide d'urgence ne peuvent être utilisés que pour l'achat de produits de première nécessité, adaptés à la situation d'urgence, pour le transport et la distribution de ceux-ci.

L'achat de véhicules, excepté les ambulances dans des circonstances exceptionnelles, ainsi que les dons en espèces aux victimes sont exclus. Est également exclus la fourniture de matériaux de construction autres que ceux destinés aux petites réparations indispensables aux bâtiments existants ou à l'établissement d'abris temporaires. Par contre ces crédits peuvent être utilisés pour la construction d'une infrastructure permettant de satisfaire aux besoins humanitaires élémentaires de base, tels que la préparation de nourriture et l'acheminement de l'eau.

Les vaccins et les médicaments doivent être conformes aux prescriptions de l'Organisation mondiale de la Santé.

**Art. 11.** Les achats sont effectués soit à l'intérieur des Etats membres de l'Union européenne, soit dans les pays sinistrés.

Dans des circonstances exceptionnelles, le Ministre peut décider que les achats sont effectués en dehors des pays visés mentionnés ci-dessus.

**Art. 12.** Si les achats visés à l'article 11 sont effectués par une ONG belge, celle-ci doit consulter au moins trois firmes et choisir l'offre la plus avantageuse, telle que visée dans la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Si les achats se font dans les pays ou la région sinistrés par l'ONG belge, celle-ci soumet pour approbation, sauf circonstances exceptionnelles, les offres et son choix avant la passation du marché à la Section belge de Coopération ou, à défaut de cette dernière, à l'Ambassade de Belgique ayant juridiction sur le pays concerné.

**Art. 13.** Pour ses frais administratifs et de personnel, l'ONG belge peut imputer 15 % du montant total de l'opération, avec un maximum de 1 500 000 (un million cinq cent mille) FB. A chaque demande, l'ONG devra spécifier le pourcentage des frais de personnel et de fonctionnement par rapport aux coûts totaux de l'opération.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et publicité*

**Art. 14.** Les organisations exécutantes visées à l'article 6, 2° à 4°, peuvent obtenir le paiement d'une avance plafonnée à 50 % du crédit prévu pour l'opération d'aide d'urgence dès que celle-ci est approuvée par le Ministre.

HOOFDSTUK III. — *Uitvoeringsmodaliteiten*

**Art. 6.** De uitvoering van een noodhulpoperatie kan worden toevertrouwd aan :

- 1° het ABOS, in regie of in onderaanneming;
- 2° een of meerdere Belgische NGO's;
- 3° een of meerdere multilaterale organisaties;
- 4° het Internationaal Comité van het Rode Kruis of aan de Federatie van het Rode Kruis.

**Art. 7.** Bij elke toewijzing van noodhulp bepaalt de Minister :

- 1° de organisatie die de hulpoperatie zal uitvoeren;
- 2° de inhoud van de operatie;
- 3° het bedrag dat voor deze operatie wordt uitgetrokken;
- 4° de begin- en einddatum van de operatie. De duur ervan mag een periode van zes maanden niet overschrijden.

De noodhulp moet gratis aan de begunstigden worden verdeeld.

**Art. 8.** Indien de in artikel 6, 2° tot 4°, bedoelde organisaties aanvaarden om een noodhulpoperatie uit te voeren, moeten zij zich ertoe verbinden de operaties voor te financieren. De financiële lasten die uit deze prefinanciering voortvloeien maken deel uit van de kosten van de operatie.

**Art. 9.** Indien de organisatie van de operatie aan een Belgische NGO toevertrouwd wordt, sluit de Minister met deze NGO een specifieke overeenkomst af die de bijzonderheden en specifieke voorwaarden bij de uitvoering van de noodhulpoperatie omschrijft.

De Minister kan toestemming geven aan de Belgische NGO om de distributie van de noodhulp toe te vertrouwen aan een NGO die in haar land van herkomst is ingeschreven en die in het getroffen land werkt; de Belgische NGO blijft echter verantwoordelijk voor de operatie alsook voor het naleven van de bepalingen van dit besluit.

**Art. 10.** De voor noodhulp vrijgemaakte kredieten mogen alleen worden gebruikt voor de aankoop van eerste hulpmiddelen aangepast aan de nood situatie, voor het transport en de verdeling ervan.

De aankoop van voertuigen, uitgezonderd ziekenwagens in uitzonderlijke omstandigheden, en geldgiften aan de slachtoffers zijn uitgesloten. Is eveneens uitgesloten de levering van bouwmaterialen, behalve deze bestemd voor kleine noodzakelijke herstellingen aan bestaande gebouwen of voor het inrichten van tijdelijke beschuttingen. De vereiste infrastructuur ter bevrediging van de elementaire menselijke basisbehoeften, zoals nodig voor het bereiden van voedsel en voor het leveren van water, kan echter wel door deze kredieten worden bekostigd.

Inenting en geneesmiddelen dienen conform te zijn aan de richtlijnen van de Wereldgezondheidsorganisatie.

**Art. 11.** De aankopen worden gedaan, hetzij in de Lidstaten van de Europese Unie, hetzij in de getroffen landen.

In uitzonderlijke omstandigheden, kan de Minister beslissen dat de aankopen gedaan worden buiten de hierboven bedoelde landen.

**Art. 12.** Indien de aankopen, zoals bedoeld in artikel 11, door een Belgische NGO gebeuren, moet deze laatste minstens drie firma's raadplegen en de voordeligste offerte kiezen, zoals bedoeld in de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Indien de aankopen door de Belgische NGO in de getroffen landen of regio gedaan worden, moet de Belgische Samenwerkingssectie of, bij gebrek aan deze laatste, de Ambassade van België met jurisdictie over het getroffen land, haar instemming betuigen met de offertes en met de door de NGO gemaakte keuze, vooraleer de koop af te sluiten.

**Art. 13.** Voor haar administratieve en personeelskosten mag de Belgische NGO 15 % van het totale bedrag van de operatie, geplafonneerd op 1 500 000 (een miljoen vijfhonderdduizend) BEF, aanrekenen. Het percentage personeels- en werkingskosten ten opzichte van de totale operatiekosten zal bij elke aanvraag door de NGO moeten worden gespecificeerd.

HOOFDSTUK IV. — *Controle en bekendmaking*

**Art. 14.** De in artikel 6, 2° tot 4°, bedoelde uitvoerende organisaties kunnen evenwel een voorschot krijgen, geplafonneerd op 50 % van het krediet voor de noodhulpoperatie, zodra die door de Minister is goedgekeurd.

**Art. 15.** Afin d'obtenir le versement le solde attribué pour l'exécution de l'opération de l'aide d'urgence, les organisations exécutantes visées à l'article 6, 2° à 4°, doivent produire, endéans les trois mois après la fin de l'opération, un rapport ainsi qu'un compte complet, détaillé et étayé avec les pièces justificatives originales de toutes les dépenses effectuées, sauf pour les dépenses administratives et de personnel.

**Art. 16.** Les ONG belges sont tenues de faire connaître, dans le rapport, les financements complémentaires éventuels qui ont été utilisés lors de l'opération en précisant leurs montants, leurs origines et leurs affectations.

**Art. 17.** Sauf décision contraire du Ministre, les organisations exécutantes visées à l'article 6, 2° à 4°, qui bénéficient d'un crédit pour une aide d'urgence doivent s'engager à mentionner l'Etat belge comme le donateur ou le co-donateur de l'aide dans leurs communiqués de presse, dans leurs rapports avec les autorités locales et les personnes assistées.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

**Art. 19.** Notre Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 6 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères  
et de la Coopération au Développement.

E. DERYCKE

**Art. 15.** Om de storting van het saldo van de hen voor de uitvoering van een noodhulpoperatie toegekend krediet te verkrijgen, moeten de in artikel 6, 2° tot 4°, bedoelde uitvoerende organisaties binnen de drie maanden na het beëindigen van de operatie, een rapport evenals een volledige, gedetailleerde en met originele bewijsstukken gestaafde afrekening voorleggen behalve voor de administratieve en de personeelskosten.

**Art. 16.** De Belgische NGO's zijn ertoe gehouden in het verslag de eventuele aanvullende financieringen die gebruikt zijn tijdens de operatie te laten kennen door nauwkeurig de bedragen, hun oorsprong en hun bestemmingen te omschrijven.

**Art. 17.** Behalve indien de Minister hierover anders beslist, moeten de in artikel 6, 2° tot 4°, bedoelde uitvoerende organisaties, waaraan een krediet voor noodhulp werd toegekend, zich ertoe verbinden de Belgische Staat als donor of mede-donor te vermelden in hun persmededelingen, in hun betrekkingen met de plaatselijke overheden en aan de bijgestane personen.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 19.** Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Ontwikkelings-samenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 6 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken  
en Ontwikkelingssamenwerking.

E. DERYCKE

#### MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 95 - 2385.

**6 AVRIL 1995. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 26, alinéa 2, et 215, §§ 2 et 3;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment le chapitre II, section 12, inséré par l'arrêté royal du 27 octobre 1989, le chapitre VI, section première, D, modifié par les arrêtés royaux des 3 août 1983, 2 août 1985 et 27 octobre 1989, et l'article 136, modifié, en ce qui concerne le texte français, par l'arrêté royal du 20 octobre 1992;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité du 17 octobre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le texte néerlandais de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, sont apportées les modifications suivantes :

1° au chapitre II, section 12, inséré par l'arrêté royal du 27 octobre 1989 :

a) l'intitulé « Overeenkomsten met de leveranciers van implantaten » est remplacé par l'intitulé « Overeenkomsten met de verstrekkers van implantaten »;

#### MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 95 - 2385

**6 APRIL 1995. - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 26, tweede lid, en 215, §§ 2 en 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op hoofdstuk II, afdeling 12, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 1989, hoofdstuk VI, afdeling 1, D, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 augustus 1983, 2 augustus 1985 en 27 oktober 1989, en artikel 136, gewijzigd, wat de Franse tekst betreft, bij het koninklijk besluit van 20 oktober 1992;

Gelet op het advies van het Verzekeringscomité voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering van 17 oktober 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In de Nederlandse tekst van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in hoofdstuk II, afdeling 12, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 :

a) wordt het opschrift « Overeenkomsten met de leveranciers van implantaten » vervangen door het opschrift « Overeenkomsten met de verstrekkers van implantaten »;